



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

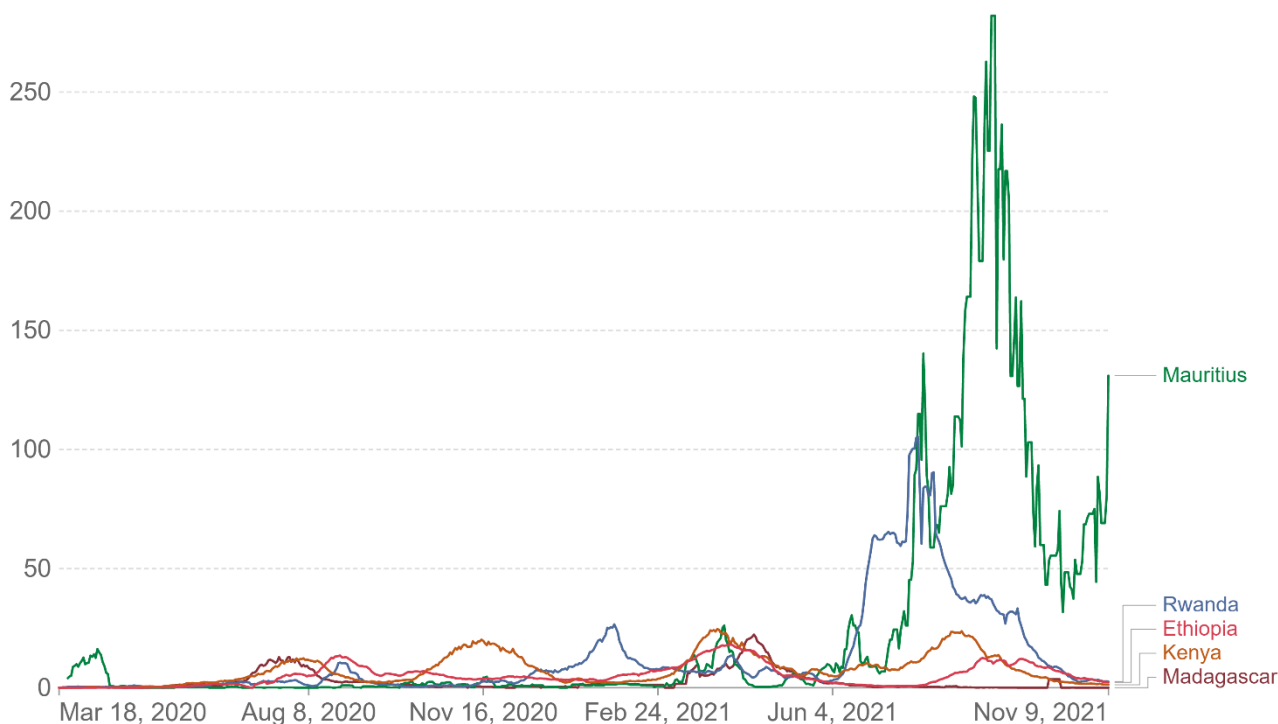
09 octobre 2021

## Evolution de la situation sanitaire

### Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World  
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

## ❖ Publication du rapport East Africa Economic Outlook par la Banque Africaine de Développement (BAD)

Ce rapport, qui présente les analyses et prévisions macroéconomiques pour treize pays d'Afrique de l'Est, est un complément au premier rapport publié en janvier 2021. L'Afrique de l'Est reste la seule région du continent dont le PIB s'est accru en 2020 (0,4 %), et les estimations et prévisions de croissance de la région ont été revues à la hausse pour les années suivantes (4,1 contre 3,0 % pour 2021). Dans le même temps, les prévisions d'inflation moyenne pour 2021 ont été revues à la hausse (36,5 % contre 20,5 % - tirée par le Soudan et l'Ethiopie notamment) alors que la moyenne des déficits publics et des balances courantes se seraient creusés, passant respectivement de 5,2 % et 5,8 % à 6,5 % et 7,1 % en 2021. Sur le plan régional, Djibouti aurait le mieux résisté à la crise avec une croissance avoisinant les 10 %, tandis qu'avec -1,1 % le Soudan est le pays le plus affecté par la crise. Par ailleurs, le taux d'endettement aurait augmenté dans la région en raison d'une dépréciation des monnaies, d'un ralentissement de la croissance, et de la hausse des investissements dans les infrastructures.

### ❖ Burundi

#### Potentielle augmentation du nombre de soldats burundais envoyés en mission à l'ONU

Selon une déclaration faite par le ministère des Affaires étrangères, le gouvernement burundais convoiterait deux missions pour l'envoi de ses soldats en mission du Conseil de sécurité: la mission de l'Union Africaine (UA) en Somalie (Amisom) et la mission du maintien de la paix à Minusma (Mali). Cette dernière a fait l'objet d'une résolution adoptée et prévoyant le renouvellement de la mission pour un an, ainsi que l'augmentation du plafond des effectifs de 2 069 militaires et unités de police. Le gouvernement souhaiterait voir le nombre de ses soldats mobilisés augmenter. Cela s'inscrit dans la logique d'ouverture du pays opérée depuis l'élection d'Evariste Ndayishimiye en 2020 et aurait pour conséquence l'augmentation des devises étrangères entrantes: les aides internationales (l'Union Européenne en particulier) ayant cessé par l'imposition de sanctions en 2015.

### ❖ Comores

#### Premier forum secteur privé/diaspora et développement de transferts d'argent

Ce nouvel événement a réuni, concomitamment à Marseille et à Moroni, des membres de la diaspora comorienne présents en France, certaines des principales entreprises privées comorienne (téléphonie, banque et assurance, importation de biens manufacturés, etc.) ainsi que les principales organisations patronales locales. Telma, filiale du groupe Free aux Comores, a été l'instigateur de ce forum et a, à cette occasion, présenté son nouveau service à destination de la diaspora, CB2MVola, qui permettra l'envoi facilité de fonds depuis une carte bancaire vers un compte MVola (téléphone mobile). Pour rappel, l'envoi de fonds de la diaspora représente environ 75 Mds KMF/an (150 MEUR, estimation FMI 2021), soit 14 % du PIB.

## 📍 Djibouti

### Signature d'un accord pour la rénovation d'une station-service à Djibouti

La filiale djiboutienne (NOC Djibouti) de l'entreprise éthiopienne NOC (National Oil Ethiopia) a signé un accord avec la société chinoise China Construction pour la rénovation et la modernisation d'une station-service. D'un montant d'1,3 M USD, ce projet portera sur une station-service construite en 2020 et située sur l'un des principaux tronçons routiers reliant Djibouti à l'Éthiopie (PK12).

## 📍 Erythrée

*Pas de brèves cette semaine*

## 📍 Ethiopie

### Suspension de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA)

Le 2 novembre, le Président américain Joe Biden a signifié au Congrès son intention de suspendre l'Éthiopie, le Mali et la Guinée de cet accord commercial qui permet notamment aux pays africains d'exporter certains produits (dont les textiles) vers les États-Unis sans taxes douanières. D'après le Président américain, cette suspension s'explique, par les violations répétées des droits de l'homme qui contreviennent aux conditions d'éligibilité du traité. Elle s'applique pour l'année 2022 mais sera réexaminée en revue annuelle si la situation s'améliorait. Cette décision aura des effets sur le secteur manufacturier textile de l'Éthiopie orienté vers l'export. 10% des exportations éthiopiennes se font vers les États-Unis et cette décision peut ajouter un nouveau frein au contexte déjà défavorable aux IDE.

### Exemption du gel sur les prêts bancaires adossés à des garanties immobilières pour les fournisseurs de pétrole

La Banque centrale a exempté les fournisseurs de pétrole du gel sur les prêts imposé en août 2021. Cette décision fait suite à une requête de l'*Ethiopian Petroleum Supply Enterprise* qui a souligné auprès de la Banque centrale l'impact du gel sur l'approvisionnement en pétrole du pays. Néanmoins, seuls les fournisseurs importateurs tels que NOC, Oil Libya et Total Energies bénéficieront de l'exemption, à l'inverse des distributeurs de pétrole. Cette directive s'inscrit dans le cadre d'une volonté d'assouplissement du gel pour encourager les investissements, alors que les acteurs des industries du café et du sésame, les acheteurs de propriétés saisies par les banques et les employés des banques avaient déjà été autorisés à contracter des prêts avec garantie immobilière. Ce gel avait été mis en place afin de lutter contre la spéculation immobilière et sur les taux de change.

### Négociations en cours pour intégrer Telebirr à la nouvelle plateforme assurant l'interopérabilité des portefeuilles

Après un projet pilote d'un an, la Banque centrale a donné son approbation fin octobre pour le lancement de la plateforme EthSwitch. Celle-ci permet des transferts de compte à compte et de portefeuille à compte bancaire via des applications, sites internet, voire communication cellulaire. Ainsi, les clients de banques, d'institutions de microfinance, et de fournisseurs de services de paiement digitaux peuvent librement échanger des fonds entre eux. Alors qu'EthSwitch avait déjà intégré une dizaine de banques et les distributeurs automatiques à sa plateforme, l'association de Telebirr, le MFS d'Ethio télécoms, serait une étape importante dans la réalisation d'une interopérabilité

complète de services financiers dématérialisés. Safaricom devrait y être intégré prochainement.

## Kenya

**L'accès au crédit facilité pour soutenir les entreprises mises en difficulté par la crise sanitaire**

Le Banque Centrale (CBK) a annoncé la mise en œuvre de l'ordre reçu de la part du Président Kenyatta de ne pas inscrire les emprunteurs de prêts de moins de 5 MKSH (environ 40 000 EUR) en difficulté sur la liste noire des bureaux de référence du crédit (CRB). Cette décision, qui devrait durer jusqu'au 30 septembre 2022, s'accompagne également de l'allègement de la liste actuelle pour les emprunteurs insolubles entre le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et le 30 septembre 2021.

## Madagascar

**Helios Towers finalise le rachat des tours de télécommunication d'Airtel**

Le groupe britannique *Helios Towers PLC* a annoncé le 3 novembre la finalisation de l'acquisition de 490 sites de tours de télécommunication pour un montant total de 51,7 MUSD soit 44,6 MEUR. Les tours étaient détenues par *Madagascar Towers SA*, filiale d'*Airtel Africa PLC*, elle-même détenue par le groupe indien *Bharti Airtel* qui avait annoncé la conclusion d'un accord entre les deux groupes le 23 mars dernier. *Helios Towers* a par ailleurs récemment acquis les tours de *Bharti Airtel* au Malawi et compte racheter en 2022 celles détenues par ce dernier au Tchad et au Gabon.

## Maurice

*Pas de brèves cette semaine*

## Ouganda

**Le café ougandais bénéficie du manque de café sur le marché mondial**

Les intempéries au Brésil, premier producteur mondial de café, et les restrictions liées à la pandémie de coronavirus au Vietnam ont touché la production globale de café. Ce contexte bénéficie au café Robusta qui voit, en conséquence, ses cours s'envoler. Cette situation a permis à l'Ouganda d'enregistrer une croissance de 23 % des recettes d'exportation de café pour la saison 2020/21, équivalentes à près de 630 MUSD. Dans le même temps, le gouvernement ougandais renégocie avec l'Organisation internationale du café les termes de l'Accord international sur le café de 2007, dans le but de transformer le secteur du café en atteignant l'objectif de production de 20 millions de sacs de café d'ici 2025 et d'augmentation de la proportion de café durable certifié par rapport au total d'exportation. D'après l'*Uganda Coffee Development Authority (UCDA)*, les agriculteurs ont exporté 6,5 millions de sacs de 60 kg de café pour la saison 2020/21, contre 5,4 millions la saison précédente. Le café est perçu, par le gouvernement, comme un produit stratégique dans le programme d'agro-industrialisation du NDP III, en raison de son potentiel à fournir des devises étrangères.

**Le président Y. Museveni, défenseur de la diversité énergétique pour l'Afrique**

Pour le président ougandais, l'Afrique a besoin d'un équilibre dans son bouquet énergétique, et non d'une ruée vers les énergies renouvelables, privilégiées selon lui par les organismes d'aide occidentaux et les ONG de développement. En marge de la COP26, il précise que les accords mondiaux ne peuvent se faire au détriment de la prospérité future des nations africaines. En effet,

la population qui s'élève aujourd'hui à 1,3 milliard d'habitants sur le continent, devrait au moins doubler d'ici 2050. Cette évolution de la démographie et du développement a de profondes implications tant pour la production d'énergie que pour le contrôle des ressources. Le président a dénoncé le manque de diversité des projets énergétiques des bailleurs pour lesquels les investissements se déversent essentiellement dans des projets éoliens et solaires. D'après Y. Museveni, ces projets satisfont les bailleurs de fonds et renforcent leur image de marque écologique mais trop souvent, cela laisse les Africains avec une électricité moins fiable et plus chère, dépendante, en cas de faible exposition solaire et éolienne, des générateurs diesel de secours qui sont très polluants.

## Rwanda

*Pas de brèves cette semaine*

## Seychelles

*Pas de brèves cette semaine*

## Somalie

**Les élections continuent de prendre du retard malgré quelques avancées**

Mardi 9 novembre, le Premier Ministre Mohamed Roble a sommé les dirigeants des États membres fédéraux d'initier au plus vite les élections de la Chambre Basse du Parlement, qui auraient dû débiter au mois de septembre selon un accord datant du 27 mai. Malgré un nouveau délai fixé à la fin du mois de décembre, seul le Somaliland a initié les élections de la chambre basse. Toutefois, seuls 2 membres sur 46 ont été effectivement élus. Par ailleurs, les élections des sénateurs de la Chambre Haute du Parlement

seront complètes lorsque l'Etat du Galmudug aura terminé d'élire deux sénateurs : ce samedi 13 novembre devrait marquer la fin d'une élection ayant débuté le 29 juillet. Pour rappel, chaque Etat de Somalie dispose d'un total de 101 délégués qui participent à l'élection de chaque parlementaire. Lorsque les parlementaires des deux chambres (Haute et Basse) seront élus, ils pourront élire le prochain Président de la République Fédérale de Somalie.

## Soudan

**Premiers impacts économiques du coup d'Etat du 25 octobre**

Alors que les tractations et médiations continuent entre les différentes parties prenantes des sphères civile et militaires, la situation, bien que compliquée, tend à se normaliser. Le port porte-conteneurs de Port Soudan, après plus d'un mois et demi de fermeture, a pu enfin reprendre ses activités. De la même manière, la Banque centrale a publié de nouveau, depuis le 4 novembre, le taux de change officiel, soit 438 SDG pour 1 USD, soit un taux équivalent à celui qui prévalait avant le coup d'Etat du 25 octobre. Cependant les communications internet mobiles, qui représentent la majeure partie des recettes des opérateurs mobiles, continuent à être bloquées, ce qui va se traduire par une perte substantielle de rentrées fiscales, les communications supportant une TVA de 40 %. Enfin, le secteur public continue toujours à tourner au ralenti. Au-delà du limogeage le jour du coup d'Etat de l'ensemble des ministres et des vice-ministres, suivi le 5 novembre de celui de certains conseils d'administrations et parfois des dirigeants des principales entreprises publiques civiles, les administrations souffrent d'un certain absentéisme dû en grande partie aux difficultés de transport de leurs équipes.

## **Soudan du Sud**

### Les jeunes Sud-Soudanais envisagent un avenir axé sur la technologie

Au-delà de la guerre et de l'omniprésente instabilité au Sud-Soudan, la jeunesse semble déterminée à créer une réalité différente en s'appuyant sur les plateformes numériques. Dans la capitale Djouba et dans d'autres villes, un nombre croissant de jeunes surmontent les conséquences néfastes d'années de conflit en s'investissant dans des domaines tels que la technologie et l'innovation. Des hubs technologiques et des initiatives en ligne ont vu le jour pour traiter les problèmes quotidiens auxquels les jeunes et leurs familles sont confrontés. Toute une série de problématiques sont abordées, de la crise environnementale à la fourniture de modes alternatifs de livraison de carburant à leurs villages, en passant par la lutte contre les "fake news" et la désinformation, ou encore l'ouverture du monde numérique aux filles en leur enseignant des compétences essentielles. Malgré ces initiatives, les débouchés restent minimes au vu du déficit de l'offre et de la demande des marchés nationaux.

## **Tanzanie**

### Acquisition de nouveaux équipements portuaires

Le ministre tanzanien des Travaux publics et des Transports, Makame Mbarawa, a officiellement assisté le mardi 2 novembre à l'acquisition des nouvelles installations portuaires. Le port de Dar es Salam a reçu du matériel nautique et de manutention portuaire composé de 7 Reach Stackers, de trois bateaux pilotes et d'une grande grue. Ces équipements dont l'acquisition a coûté 11,7 MUSD, est le premier d'une série de commandes évaluées à 91 MUSD. Le port de Dar

es Salam vise à devenir une plaque tournante pour le commerce avec les pays voisins enclavés tels que l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la RD Congo. Depuis 2015 la Tanzanie a entamé un plan de modernisation du port de Dar es Salam.

### Autorisation d'exportation de noix de cajou via le port de Dar es Salam.

Le ministre adjoint de l'Agriculture, Hussein Bashe a donné le 31 octobre dernier, son feu vert pour l'utilisation du port de Dar es Salam, comme second point d'exportation de la noix de cajou sur le marché international. Cette décision s'explique par la flambée des coûts du fret au niveau du port de Mtwara qui avait été désigné plus tôt cette année, comme seul moyen d'exportation de l'anacarde. Il fallait payer entre 120 et 190 USD pour le transport d'une tonne de noix de cajou contre 74 USD à Dar es Salam. M. Bashe, a indiqué que le Conseil de la noix de cajou (CBT) devrait accorder incessamment des permis pour l'exportation immédiate de noix de cajou via le port de Dar es Salam. Pour rappel, la Tanzanie produit chaque année entre 200 000 et 300 000 tonnes de noix de cajou. Le pays est le premier fournisseur de la matière première en Afrique de l'Est.

## CONTACTS

### Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : [quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

### Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

### Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

### Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

[suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr)

### Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

### Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi  
([jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

[sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr](mailto:sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr)

Crédits photo :

©DGTresor